

« Une victoire électorale peut être dure à gérer »



© ALAIN DEVEZ.

ENTRETIEN

La Belgique est sans gouvernement de plein exercice depuis deux cents jours, un record. Pascal Delwit, professeur de Science politique à l'ULB, analyse les conséquences de cette situation et livre quelques éléments de prospective.

Deux cents jours sans gouvernement de plein exercice, en quoi est-ce particulièrement dommageable pour le pays ?
Il est fondamental pour un pays d'avoir un gouvernement de plein exercice, qui

puisse légiférer et exécuter des décisions socio-économiques et de société. Il y a de grands chantiers à mener : résorber le déficit budgétaire (25 milliards d'euros, NDLR) d'ici à 2015, éviter l'effet boule de neige de la dette publique, etc.

Un gouvernement en affaires courantes ne peut-il donc prendre aucune mesure d'assainissement budgétaire ?

Il ne peut ni interrompre des politiques qui n'ont plus d'intérêt ni mener de politique nouvelle, même si, depuis quelques semaines, on tente d'élargir la notion d'affaires courantes. Le gouvernement actuel ne peut pas adopter le budget 2011 ni augmenter les accises, ni modifier la fiscalité. Il ne peut prendre aucune mesure concernant les pensions ou les promotions de fonctionnaires, etc.

L'accueil des demandeurs d'asile a posé problème. Des mesures nouvelles s'imposeraient-elles en cette matière ?

Notre politique de l'asile souffre à la fois d'un gouvernement en affaires courantes et d'une extrême fragmentation des compétences. Mais remédier à cette fragmentation nécessite un exécutif de plein exercice...

La nouvelle note du conciliateur royal, Johan Vande Lanotte, est attendue

pour le 3 janvier. En critiquant la première note, du 24 novembre, les associations flamandes, l'OVV, semblent mettre la pression sur la N-VA...

C'est classique, à la veille du dépôt d'une note politique. Jusqu'au 3 janvier, nous aurons encore des petites montées d'adrénaline.

Oserait-on à nouveau parler d'une « date cruciale » en évoquant le 3 janvier ?

On sent que si, maintenant, la réponse des partis n'est pas franchement positive, il faudra en tirer certaines conclusions. Dans son discours de Noël, le Roi a dit : « c'est le moment ». Les sept partenaires autour de la table (PS, CDH, Ecolo, N-VA, CD&V, SPA et Groen, NDLR) devront se définir clairement.

Imaginons les attitudes possibles...

Soit les sept partenaires acceptent cette note comme base de la formation d'un gouvernement ou, en tout cas, acceptent de poursuivre les négociations. Ce n'est pas impossible. Il y a maintenant une réelle attente au nord et au sud du pays pour qu'on conclue. Soit, et ce serait pro-

blématique, l'un ou l'autre ne dit ni oui ni non. M. Vande Lanotte devra alors savoir s'il s'agit d'un non déguisé ou d'une possibilité d'aller vers le oui. Dans la première hypothèse, il rendra son tablier.

Et si Vande Lanotte rendait son tablier ?

Trois cas de figure me paraîtraient possibles. 1) Pas exclu : un scrutin anticipé.

“ Difficile pour un parti nationaliste de participer aux affaires » Pascal Delwit

2) Peu probable : une modification des partenaires autour de la table, avec le recours à la famille libérale, soit avec les mêmes partenaires, soit en retirant certains. Mais l'Open VLD n'est pas partie prenante d'un gouvernement puisqu'il y aurait certainement une augmentation de la fiscalité. Et le MR est engagé dans une campagne interne pour le renouvellement de sa présidence. 3) Difficile : un gouvernement qui ne serait pas initialement centré sur la réforme de l'Etat et la révision de la loi spéciale de financement mais qui, pour ces matières-là, bénéficierait du soutien extérieur de la N-VA. Deux difficultés majeures dans

ce scénario-là : d'une part, il faudrait que Groen, le CD&V et le SPA acceptent de monter au gouvernement sans la N-VA et, d'autre part, ce gouvernement, majoritaire à la Chambre et au Sénat, serait minoritaire dans le groupe linguistique néerlandais. Il faudrait donc, dans ce cas, une bonne volonté de la N-VA, qui, jusqu'à présent, n'a pas frappé les imaginations.

Comment voyez-vous l'électorat N-VA ?
Il est triple. Une part de nationalistes flamands, une part d'opposants aux partis établis et une part d'électeurs de droite issus du Vlaams Belang, du CD&V et de l'Open VLD. Les deux dernières composantes n'étant pas nécessairement nationalistes...

Si la N-VA entrait au gouvernement, une partie des électeurs ne revoteraient plus pour elle. Cela a toujours été difficile, pour un parti nationaliste, de participer aux affaires. Il y a ce côté « groupe de pression anti-establishment ». Quelque chose qui vous conduit à la victoire électorale peut être dur à gérer politiquement. Un parti qui prend ses responsabilités doit en payer le prix. ■

Propos recueillis par
MICHELLE LAMENSCH

www.lesoir.be